

La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT

Tél 03 85 57 35 15 - Mail nd71@cgt.fr

Agenda 2021

Commission Exécutive UD

- Lundi 12 juillet
- Lundi 13 septembre
- Lundi 11 octobre
- Lundi 13 décembre

7^e étape du Tour de France

Arrivée au Creusot
le vendredi 2 juillet

Journée d'été

« Comment militer mieux ensemble ? »

Jeudi 8 juillet Salle Saint
Exupéry au Creusot

44^e Congrès départemental

Jeudi 18 et vendredi 19
novembre à Saint Sernin du
Bois

3 juin 2021

Gueugnon : Un candidat à la présidentielle venu soutenir les salariés d'APERAM

Ils étaient une soixantaine à attendre le député du Nord (59) et secrétaire national du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, sur la place des Forges de Gueugnon, ce jeudi 3 juin. Le candidat à la présidentielle est venu saluer ses « camarades » présents : militants du PCF, syndicalistes CGT, salariés et retraités d'APERAM.



« C'est la première fois que je vois débarquer un candidat à la présidentielle à Gueugnon », s'exclame Bernard, ancien salarié de l'usine de sidérurgie APERAM. Le retraité est venu soutenir celui qui représentera le Parti communiste français (PCF) au rendez-vous électoral de 2022, Fabien Roussel. Peu après 14 heures, jeudi, le secrétaire national du PCF a échangé avec des militants. Outre les Gueugnonnais Maurice et Bernard, « les seuls de la ville qui n'ont peut-être pas travaillé aux forges », d'autres n'avaient pas compté les kilomètres pour répondre présent, comme Muriel, habitante de Belfort. Mais le candidat à la présidentielle honorait surtout un rendez-vous avec les employés de l'usine APERAM. Dans son viseur, les conditions de travail des salariés : « 20 minutes de temps de pause pour 8 heures de travail ? Est-on encore à l'époque de *Germinal* ? » s'est-il interrogé. Plus que les conditions de travail, les salariés avaient surtout en tête le plan de délocalisation d'une partie des activités du site, qui menace 110 salariés sur les 750 que compte l'entreprise gueugnonnaise.

« Le combat que vous menez est déterminant »

Fabien Roussel a répondu aux revendications des syndicalistes présents, qui ont réclamé une intervention de la politique « dans une filière dominée par les multinationales. » Il n'a pas manqué de rappeler sa fonction de député dans le département du Nord (59), conscient des problématiques qui touchent le secteur industriel : « Je connais bien votre actionnaire, Mittal. Je suis député d'un département industriel, comme le vôtre. Le combat que vous menez est déterminant. Il faut parvenir à la maîtrise de notre outil industriel et économique, car il y a là des enjeux humains », a-t-il déclaré. Des paroles applaudies par les salariés présents, comme Christophe, employé depuis 14 ans à APERAM : « Il faut arrêter de donner le pouvoir à une seule personne. » Le candidat à la présidentielle a évoqué une mesure concrète de son programme :

une loi antidélocalisation qui placerait l'État en décideur. Il s'est ensuite adonné à une séance d'autographes sur des tracts du PCF, mais aussi sur une affiche à son effigie apportée par une militante.



3 juin 2021

LE CREUSOT : Fabien Roussel en mode offensif devant les grilles d'Industeel



pour ce qui concerne la vente d'Industeel par ArcelorMittal.

Près de 150 personnes se sont rassemblées autour du Secrétaire Général du Parti Communiste venu, ce jeudi après-midi, au Creusot, pour défendre l'industrie à la française et revendiquer plus de droits pour les salariés. ACTUALISE

Après Gueugnon, c'est donc au Creusot que Fabien Roussel, le big boss du PCF est venu pour sa seconde étape en Saône-et-Loire. Sans surprise il a développé les propos qu'il avait tenus dans l'interview accordée à creusot-infos.

Auparavant, Sébastien Gautheron, de la CGT Industeel et Jean-Luc Mercier de la CGT Framatome, ont parlé de leur entreprise et des inquiétudes des salariés, notamment

«Industeel contribue à l'indépendance de notre pays», a d'abord lancé Sébastien Gautheron. Il avait lancé un appel à la grève et quelques dizaines de salariés avaient décidé de suivre le mouvement en venant devant les grilles de la direction venir accueillir Fabien Roussel, le secrétaire national – officiellement on ne dit plus secrétaire général – du Parti Communiste.

Croisés aussi quelques nostalgiques des grèves de 1984 qui avaient vu jusqu'à 10.000 personnes se rassembler sur le Boulevard, devant les grilles. C'était une autre époque, un autre monde.

Devant tout ce monde, Sébastien Gautheron a déroulé le discours entendu et renforcé depuis un semestre relatif à la mise en vente d'Industeel par le groupe Mittal. «Sur 9 députés interpellés, seulement trois nous ont répondu. Et le cabinet de Madame Pannier-Runacher nous a dit que le Gouvernement est proche du dossier. Mais six mois après, nous ne savons rien». Le secrétaire de la CGT Industeel déplore les suppressions de 110 ETP (équivalent temps plein) d'ici 2022. «Nous demandons à être acteur par rapport à la vente d'Industeel», a lancé Sébastien Gautheron à l'adresse de Fabien Roussel. «Industeel doit conserver son centre de recherches», a-t-il insisté, au nom de la souveraineté de l'industrie française.

Avant de laisser la parole à Fabien Roussel, Jean-Luc Mercier, délégué CGT de Framatome, a tenu un discours sur la même ligne : «On a besoin d'Industeel», avant de déplorer l'absence de vision sur l'énergie, «car aujourd'hui on ne pourrait pas faire 3 centrales EPR par an. Framatome recrute, mais il faut former. Alors oui on veut des commandes, mais pas trop en même temps»

Fabien Roussel, quant à lui, a déroulé le discours qu'il avait tenu dans l'interview accordée à creusot-infos.

Avec quelques touches supplémentaires : «On ne demande pas de nouvelles nationalisations, et encore car sur l'acier il y a à dire. Mais on demande un contrôle de l'argent public. Avec la crise 155 milliards ont été distribués, sans aucun mot à dire ! Et les deux tiers sont allés aux plus grandes entreprises. Comme d'habitude, c'est tout pour les gros et les miettes pour les petites entreprises. Le scandale c'est que l'argent va vers des dividendes versés aux actionnaires plutôt que de soutenir l'emploi. Mais les richesses elles vous appartiennent à vous les salariés. Il faut relever le pouvoir d'intervention dans les entreprises.

Alors pour Industeel, je m'engage à aller demander à Monsieur Le Maire pour l'Etat n'intervient pas. Il n'est pas normal que vous n'ayez pas de réponse. On a besoin en France du nucléaire, pour une énergie décarbonée. C'est déterminant pour tenir nos objectifs et pour faire baisser la facture électricité de nos concitoyens. Et les entreprises en ont aussi besoin». Avant de repartir, Fabien Roussel est allé saluer le Maire David Marti, soucieux qu'il est de voir les élus locaux impliqués.



3 juin 2021

SAINT FORGEOT : Honeywell repousse deux offres de reprise, son usine fermera ses portes

La réaction de l'Union Locale CGT d'Autun

Lundi 31 mai, nous avons appris le refus par le groupe Honeywell des offres de reprises de l'usine de Saint-Forgeot. Ce refus entraînera la fermeture de l'usine, et la mise sur le carreau de 45 travailleurs qui seront licenciés le 1er septembre prochain.

Cette fermeture est un drame social à plusieurs niveaux: 45 salariés sur le carreau, c'est 45 familles qui voient leur avenir bouché, et leurs vies bouleversées. C'est également un savoir-faire unique qui est gâché par un groupe qui n'a que faire de la qualité des produits qui sortent de ses chaînes, mais ne voient dans l'être humain qu'un objet jetable lui permettant de faire des profits à court terme.

De la même manière, les conséquences pour le territoire ne sont pas négligeables, tant en terme de consommation qu'en terme de services publics. Un territoire sans industrie est un territoire sans service public. Cette fermeture s'inscrit dans un contexte où le groupe Honeywell est en train de démanteler l'ensemble de ses activités industrielles en Europe et est l'illustration des méthodes de prédation des grandes multinationales.

La firme a utilisé des méthodes honteuses pour imposer sa volonté, faisant croire aux salariés ainsi qu'aux élus qu'elle était prête à accepter un projet de reprise, en diffusant de fausses informations, et en en retenant d'autres afin de gagner du temps. L'obstruction et la menace à l'encontre des élus syndicaux et des salariés a été la règle durant toute la période de négociation, montrant ainsi quelle est la conception du dialogue social du groupe Honeywell.

La lutte a été forte, elle n'est pas terminée et se déplace désormais sur le terrain de la conservation du site et des machines.

Les méthodes employées par Honeywell à Autun sont les mêmes que tous les autres groupes industriels multinationaux du même type: profiter des savoir-faire industriels, épuiser les salariés à la tâche, arracher des « accords sur l'emploi » pour les faire travailler plus pour le même salaire avant de fermer les sites de production en emportant avec eux les technologies. Honeywell aujourd'hui, peut-être Hanes-DIM demain, et qui d'autre après-demain?

Ces méthodes sont celles du capitalisme mondialisé, et elles sont favorisées par les politiques et réformes libérales de ces trente dernières années en France et en Europe. Face à elles, seule l'organisation professionnelle et interprofessionnelle des salariés en vue de la lutte peut payer.

Dans ce contexte, l'Union Locale CGT Autun soutiendra toute forme de lutte et d'organisation des salariés dans les entreprises et sur le territoire de l'autunois. Historiquement, l'union a fait la force des travailleurs. Il est plus que temps de renforcer cette structuration pour faire face aux défis des années qui viennent.

15 juin 2021

HÔPITAL DE MÂCON : Surcharge de travail, blocage du point d'indice, effectifs insuffisants... le personnel et les cadres se mobilisent

À l'appel de la CGT et du SMPS (syndicat des cadres de santé) pour une journée de mobilisation et d'action nationale de tous les professionnels de santé, salarié.e.s et étudiant.e.s, afin d'obtenir la reconnaissance, le respect et un service de qualité, le personnel des différents services de l'hôpital et une vingtaine de cadres se sont rassemblés devant l'établissement cet après-midi.

Tous dénoncent la surcharge de travail, l'impossibilité de prendre leurs droits à la formation, leurs temps de repos et de congés, et revendiquent :

- la reconnaissance de leur travail,
- l'augmentation du point d'indice pour rendre attractif leurs métiers,
- la mise en stage en vue de leur titularisation,
- l'augmentation des effectifs IDE et AS en nuit,
- l'augmentation des effectifs soignants pour faire face à l'augmentation de la dépendance des patients,
- un réel engagement en faveur de la promotion sociale des agents administratifs, soignants, techniques (formation professionnelle au niveau des besoins, changements de grade pour plus d'agents),
- la prise en compte en maladie professionnelle de tous les agents atteints par la COVID sans condition.
- la réduction du temps de travail à 32h hebdomadaires (sans perte de salaire)

Eve Comtet-Sorabella, infirmière cégétiste, est revenue sur les principales revendications énoncées depuis plusieurs mois :

« Le fonctionnement public de l'hôpital reste sous le coup du Ségur de la santé qui n'a pas été validé par la CGT. Le syndicat réclame 300 euros de revalorisation salariale et non 183 euros, somme insuffisante pour la catégorie C et surtout pour susciter l'envie d'entrer dans ce métier.

Les patients hors covid arrivent de plus en plus dépendants, nous revendiquons aussi plus de personnel pour les soigner correctement.

La fermeture des lits en période estivale représente une cinquantaine de lits gelés. La CGT reste très vigilante pour la récupération de ces lits à la fin de l'été.

L'offre de soins se réduit. La CGT revendique la titularisation des contractuels, (25% à l'hôpital de Mâcon) tous services et personnels confondus ainsi que la promotion sociale des agents administratifs et des soignants qui est un véritable enjeu pour la gestion prévisionnelle des carrières et des emplois et un outil d'attractivité. »

Sébastien Turchet, responsable de la section SMPS, le syndicat des cadres du personnel soignant, explique la présence de la vingtaine de cadres mobilisés aujourd'hui : « Nous avons profité de ce mouvement national pour exprimer notre mécontentement et notre attente d'une reconnaissance salariale de notre métier et de nos responsabilités de cadres. Nous sommes déçus du Ségur qui n'a pas été à la hauteur de nos espérances. »

Quant à Béatrice, une préparatrice en pharmacie du centre hospitalier, elle précise que sa profession attend depuis 10 ans une revalorisation en bac + 3. Elle serait promise pour le 1er janvier 2022 mais l'ensemble de la profession la réclame pour le 1er octobre 2021.

Selon les manifestants, Fabrice Foltz, pharmacien chef, dirigeant l'unité départementale pour la logistique, soutiendrait le mouvement de grève.



15 juin 2021

Le personnel soignant de Marguerite Boucicaut à Chalon ne désarme pas

Même si les représentants du personnel ont tenu à saluer l'apaisement au sein du centre de rééducation de la Croix Rouge de Chalon sur Saône, ils entendent maintenir la pression.

Fin avril, la situation au sein du Centre de soins de suite de la Croix de Rouge s'était tendue entre le personnel soignant et la direction. La gestion du personnel était clairement pointée du doigt. Près de deux mois plus tard, la situation s'est



sensiblement apaisée selon Elodie Jourdainne, représentante CGT du personnel. "Nous sommes bien conscients que l'établissement n'a pas repris sa pleine capacité après la période sanitaire. Depuis ce lundi, de nouveaux patients ont pris place".

Une "vigilance accrue"

Le personnel a bien l'intention de "coller à la culotte" la direction sur les promesses et les engagements pris. "Nous serons intransigeants sur les questions d'effectifs dès lors que l'établissement aura repris sa vitesse de croisière. Ce lundi, il manquait deux aides-soignantes" précise Elodie Jourdainne, qui n'hésite pas à rappeler la direction à ses engagements.

Une mobilisation également dans le cadre national

Le personnel soignant a profité d'une journée nationale de mobilisation pour rappeler leurs doléances sur le Ségur de la santé, dénonçant "les exclus. Ils dénoncent la non-reconnaissance des médico-sociaux et sociaux "soit près de 80 % de nos activités". L'occasion de marteler les différences entre professionnels de santé et réclament "la fin du fonctionnement en mode dégradé dans les établissements de la Croix Rouge".

22 juin 2021

LE CREUSOT : 80 personnes pour le rassemblement départemental CGT

« Aujourd'hui nous sommes sur un double appel : un appel national contre le projet Hercule concernant les services publics de l'énergie, nos camarades du département sont à Paris et nous nous sommes en soutien de la lutte... Et au niveau du département nous avons ajouté un second point à notre revendication du jour, à savoir la défense de l'industrie donc de l'emploi sur la Saône-et-Loire... » a lancé Alain Gaillard secrétaire départemental lors du rassemblement organisé par la CGT et tenu ce mardi devant l'Alto. Un rassemblement suivi par près de 80 personnes issues notamment des ateliers de Framatome, d'Alstom, d'Industeel...



Pour les responsables des unions départementales CGT, il était logique de tenir ce rassemblement au Creusot dans le bassin industriel du département. « On a eu quelques visites ministérielles récemment où les politiques et les ministres nous disent que tout va bien, mais ce n'est pas ce que nous vivons dans les entreprises, où émergent de vrais risques de délocalisations et de pertes d'emplois au Creusot. Il y en a déjà eu sur Autun avec des entreprises qui sont en fermeture, avec toute l'industrie du textile qui a disparu depuis plusieurs années...»

Pour Alain Gaillard, l'idée de cette journée est bien de manifester et de revendiquer pour la défense de l'industrie et pour la défense des services publics puisque sur le territoire la CGT porte un projet qui associe l'industrie et les services publics. « Les deux sont liés ! » a appuyé le responsable CGT.

Patrick Martin secrétaire général de l'union locale CGT du Creusot : Dire stop à tout ce qui se passe aujourd'hui !

« Ce rassemblement était basé au départ sur l'énergie, mais toutes les fédérations dont la métallurgie et les services publics, se sont rattachés à cette manifestation qui se tient à Paris, pour dénoncer tout ce qui se passe dans le pays au niveau de l'emploi, des salaires et tous les problèmes posés actuellement au Creusot avec Industeel, avec Alstom qui nous propose de faire une modulation...Ce que nous remarquons c'est que les patrons profitent de la crise sanitaire pour imposer beaucoup de recul social aux salariés, donc c'est aussi dans ce but que nous avons organisé ce rassemblement au Creusot, s'agissant de motiver les salariés et pour dire stop à tout ce qui se passe aujourd'hui au niveau gouvernement.....»



21 au 25 juin 2021

UD LE CREUSOT : nouvelle formation des élu-e-s au CSE – Prise de mandat

Après les deux premières sessions tenues en octobre et novembre 2019 avant la crise sanitaire, l'Union Départementale Cgt a organisé sa 3ème formation CSE – prise de mandat du 21 au 25 juin 2021 au Creusot avec la participation de 10 stagiaires issus de 6 syndicats : Papillons Blancs d'Entre Saône et Loire, Alstom Le Creusot, Bubendorff Montceau, Webhelp Montceau, CAF 71, Snecma Le Creusot.





L'animation du stage a été confiée à Florence Wojciechowski du syndicat Cgt Webhelp, Alexandre Duschene du syndicat Cgt Bubendorff et Jean-Pierre Mugnier du syndicat Cgt Territoriaux St Vallier qui ont également assuré les interventions des mardi, jeudi et vendredi. Michelle La Torre du syndicat Cgt Albéa et François Maitre du syndicat Cgt Framatome Chalon sont intervenus sur les thèmes du lundi et mercredi.

Oswald Le Comte du syndicat Cgt de Framatome, co-animateur de la prochaine session organisée en septembre à Chalon sur Saône, nous a fait une petite visite également le dernier jour pour partager ses connaissances et préparer la session chalonnaise.

Cette session a été appréciée par tou-te-s, stagiaires et animateurs-intervenants et nous en profitons pour confirmer une nouvelle session CSE – Prise de mandat à Chalon/Saône du lundi 13 au vendredi 17 septembre 2021 ainsi que sur Louhans/Mâcon du lundi 6 au vendredi 10 décembre 2021.

Toutes ces formations CSE-Prise de mandat seront suivies des formations complémentaires CSE-SSCT (Santé, Sécurité et Conditions de Travail) et CSE-ASC (Activités Sociales et Culturelles) et proposées aux syndicats dans le cadre du plan de formation syndicale 2022-2023.

Formations syndicales départementales 2021

Jeudi 16 septembre

Journée découverte « S'impliquer dans la Cgt » et « Participer à la vie de la Cgt »

Du lundi 13 au vendredi 17 septembre

Formation CSE à Chalon/Saône

Du lundi 27 septembre au vendredi 1er octobre

Formation Prudis session 6

Du lundi 11 au vendredi 15 octobre

Formation défenseurs syndicaux expérimentés

Du lundi 6 au vendredi 10 décembre

Formation CSE à Mâcon-Louhans

Fin 2021

Formation Vie Syndicale module 1 et module 2